



**Institut
EGA**

Enjeux géopolitiques contemporains

Cours de M. Romain BERTOLINO

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

www.institut-ega.org – secretariat@institut-ega.org

N°RNA : W712004835 - N°SIRET : 849 769 906 00025

Les enjeux énergétiques

Après avoir évoqué un certain nombre de facteurs propres aux enjeux énergétiques globaux et étudié l'influence que les États peuvent avoir dans ce domaine stratégique, il demeure pertinent de s'intéresser à des acteurs différents mais tout aussi influents dans le domaine énergétique.

À ce titre, il s'agira de s'intéresser, toujours en rapport avec les énergies traitées jusqu'ici (pétrole et gaz), aux organisations internationales et entreprises qui ont une implication vis-à-vis de ces énergies. C'est en ce sens que seront étudiés la constitution et les actions des organisations que sont l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (ci-après « OPEP ») et l'Agence internationale de l'énergie (ci-après « AIE ») et le rôle de Gazprom dans le secteur énergétique.

S'agissant tout d'abord de ces organisations, dont la création remonte aux années 1960 et 1970, il est important de mentionner le fait qu'elles ne sont pas dénuées d'influence en raison, d'une part, de leurs objectifs respectifs, mais aussi, d'autre part, de leur composition.

En effet, aussi bien l'OPEP que l'AIE, avec des objectifs bien différents, oeuvrent pour la sécurisation énergétique de leurs membres avec des méthodes propres. La première entend principalement assurer - pour ne pas trop employer le terme « sécuriser » - la rente pétrolière perçue par les États producteurs de pétrole la composant, tandis que la seconde oeuvre pour atténuer la vulnérabilité à laquelle est sujette la majorité de ses membres - car majoritairement non-producteurs de pétrole - en développant une stratégie basée sur les stocks stratégiques des États membres.

De ce fait, et en fonction des événements géopolitiques, ces deux organisations sont amenées à jouer un rôle opposé, quand bien même la sécurisation énergétique - de la demande pour l'une et de l'offre pour l'autre - est leur objectif principal.

Ainsi, pour traiter l'ensemble de ces sujets, nous étudierons tour à tour le rôle de l'OPEP (I) et de l'AIE (II), avant de se focaliser sur le rôle de la société Gazprom dans le marché gazier (III).

I. L'OPEP : une organisation incontournable du marché pétrolier

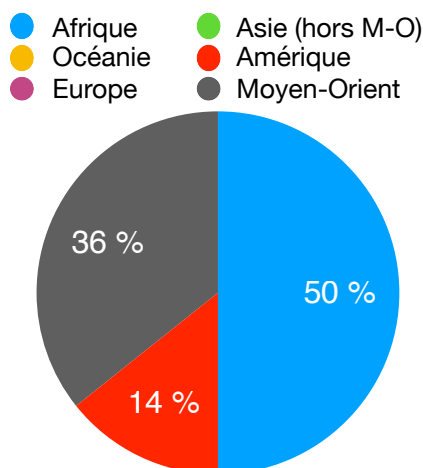
L'OPEP - dont l'acronyme en anglais est « OPEC » - est une organisation intergouvernementale très impliquée dans la géopolitique de l'énergie, et plus particulièrement dans les enjeux pétroliers.

L'organisation, fondée en 1960 par l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Irak, l'Iran et le Venezuela a été créée afin d'influencer la régulation du marché pétrolier. À ce titre, elle a pour objectif de « rééquilibrer les relations entre les pays producteurs et les compagnies pétrolières occidentales qui régissent le marché »¹.

¹ Connaissance des énergies, « « OPEP » (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ».

L'OPEP compte actuellement quatorze membres que sont le Venezuela, l'Equateur, le Nigéria, la Guinée équatoriale, le Gabon, la République du Congo (ou Congo-Brazzaville), l'Angola, l'Algérie, la Libye, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Irak et l'Iran. Le Qatar, jusqu'au 1er janvier 2019, était membre de cette organisation. Il a quitté cette organisation car il est surtout un exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL), mais aussi parce qu'il subit un blocus de la part d'autres États de la région - blocus mené principalement par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Répartition géographique des membres de l'OPEP



L'OPEP est un acteur prépondérant du marché pétrolier en raison de sa composition, de son objectif et de son fonctionnement. En effet, les décisions prises au sein de cette organisation doivent l'être à l'unanimité, ce qui peut compliquer les échanges et induit la recherche du consensus entre ses membres.

L'OPEP est un acteur essentiel du marché puisque, comme susmentionné, il s'agit d'une organisation qui souhaite influencer le prix du pétrole en jouant sur la production de ses membres, pays exportateurs. Elle a pour objectif de « concilier l'optimisation des revenus de ses membres et la gestion sur le long terme de leurs ressources pétrolières tout en préservant la stabilité des relations et des échanges avec les pays clients »². De ce fait, et afin d'illustrer son action, l'OPEP diminuera la production de pétrole de ses membres afin de faire remonter le cours du pétrole. De façon logique, elle fera l'inverse pour faire diminuer le prix si celui-ci devient trop important.

Cependant, n'est-ce pas le critère économique qui fonde, en partie, une différence entre l'OPEP et l'AIE ?

² Ibid.

II. L'Agence internationale de l'énergie, un organisation comme bouclier face à la vulnérabilité énergétique

De son côté, l'Agence internationale de l'énergie (ci-après « AIE ») - dont l'acronyme en anglais est « IEA » - est également une organisation intergouvernementale rattachée à l'OCDE. Elle est composée de trente pays membres.

L'Organisation, fondée en 1974 à la suite du premier choc pétrolier, a pour vocation d'oeuvrer à la diminution de la vulnérabilité de ses membres *via* l'élaboration de mesures à prendre en cas de perturbations du marché pétrolier - bien que son action dépasse le seul domaine pétrolier. Elle a donc pour objectif général d'oeuvrer à la sécurisation énergétique des États membres.

Les États membres de l'AIE, pour être membre de l'organisation et le rester, doivent être membre de l'OCDE et se conformer à un certain nombre d'obligations relatives au secteur énergétique. En ce sens, ces derniers doivent posséder, et ce, de façon continue, un « stock stratégique » représentant environ quatre-vingt-dix jours d'importations nettes de pétrole.

La constitution de ces stocks par les États membres représente un double objectif : lutter contre la vulnérabilité des États membres en cas de perturbations rencontrées dans le secteur énergétique - et notamment dans le marché pétrolier - et influencer sur le cours du pétrole en cas d'envolée du prix du baril. En ce sens, l'AIE peut, si nécessaire, décider de l'injection d'une quantité donnée de pétrole dans les marchés des États membres afin de faire baisser le cours du baril de pétrole. En ce sens, son action peut apparaître opposée à celle de l'OPEP qui a pour objectif d'influer sur le prix du baril dans l'intérêt économique des États membres - ces derniers percevant une rente pétrolière

États membres de l'AIE

Europe	Afrique	Asie	Amérique	Océanie	Membres associés
Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse		Corée du Sud, Japon, Turquie	Canada, États-Unis, Mexique	Australie, Nouvelle-Zélande	Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Maroc, Singapour, Thaïlande

III. Gazprom, un acteur clé du marché gazier

Gazprom est l'une des sociétés les plus productrices de gaz au monde. Elle est également à l'origine des importantes exportations de gaz russe. Éléments pouvant sans doute expliquer son ampleur, Gazprom, qui n'est plus une société publique du fait de l'aval donné par Boris Eltsine pour sa privatisation, reste cependant fortement liée à l'État russe - celui-ci étant actionnaire majoritaire du groupe à plus de 50%.

La situation de Gazprom et la stratégie que cette dernière développe à l'étranger ont pour origine la réglementation du prix du gaz en Russie, cette situation forçant logiquement l'entreprise - si elle veut engendrer des bénéfices - à commercer massivement à l'étranger.

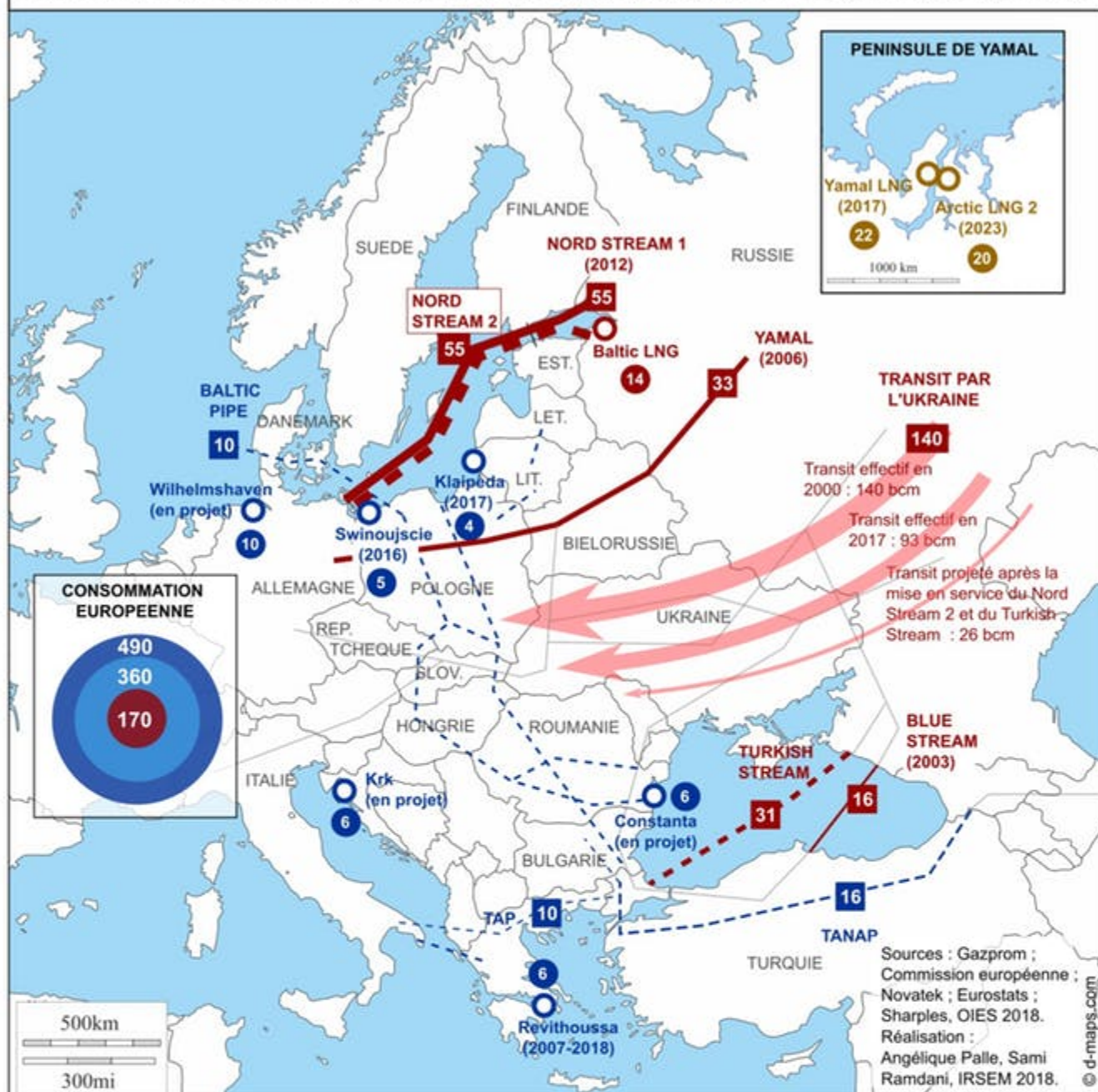
En ce sens, Gazprom a basé sa stratégie commerciale sur la construction d'infrastructures importantes - dont des gazoducs. À ce titre, la carte ci-dessous nous permet de comprendre que la société - et la Russie derrière elle - fonde ses exportations de gaz sur une multitude de gazoducs et de projets.

C'est le cas du gazoduc « Yamal-Europe », dont la construction a débuté en 1994, qui transite par la Biélorussie et la Pologne avant de s'arrêter en Allemagne. C'est également le cas du gazoduc « Nord Stream » qui relie la Russie à l'Allemagne *via* la mer Baltique. D'ailleurs, il est ici important de mentionner que le projet « Nord Stream 2 » est actuellement bloqué par le Danemark qui n'a pas donné son accord, au contraire de l'Allemagne, la Finlande, la Suède et la Russie³. C'est également le cas du projet de gazoduc « Turkish Stream », gazoduc qui reliera la Russie à la Turquie *via* la mer Noire - projet développé afin de contourner l'Ukraine et permettant de compléter le gazoduc « Blue Stream ».

Ainsi, l'importance des infrastructures énergétiques démontre la raison pour laquelle Gazprom est une société particulièrement importante dans le secteur énergétique. Néanmoins, il ne faut pas réduire les exportations russes au seul continent européen puisque la Russie voit dans les États asiatiques l'opportunité d'accroître ses exportations énergétiques.

³ Sébastien Seibt, « Nord Stream 2 - TurkStream : les gazoducs russes sèment la discorde en Europe », France 24, 22 novembre 2018.

STRATÉGIE GAZIÈRE RUSSE EN EUROPE : VERS UN ASSÈCHEMENT DU TRANSIT PAR L'UKRAINE ?



Structure de la consommation européenne de gaz en 2017 (les cercles sont proportionnels)

- Consommation
- Importations
- Importations en provenance de Russie

Structure historique du réseau de gazoducs acheminant le gaz russe en Europe

- Tracé des gazoducs majeurs en service pour l'importation européenne de gaz russe
- Axe de transit historique principal (80% des importations de gaz russe en 2000),

Restructuration de la stratégie d'exportation russe depuis les années 2000

- Gazoducs récents (année de mise en service)
- Projets de gazoducs en cours

Adaptation de la Russie au marché du GNL

- Terminals construits ou opérés par Gazprom
- Terminals construits ou opérés par Novatek, concurrent russe de Gazprom

Stratégie européenne d'intégration, de diversification des routes et des approvisionnements

- Projets de gazoducs en cours
- Terminals de gaz naturel liquéfié

14 Capacité annuelle du terminal GNL

140 Capacité annuelle maximale du gazoduc, les tracés des gazoducs indiqués sont proportionnels

L'ensemble des unités de gaz sont exprimées en milliards de mètres cubes annuels (bcm/an)